

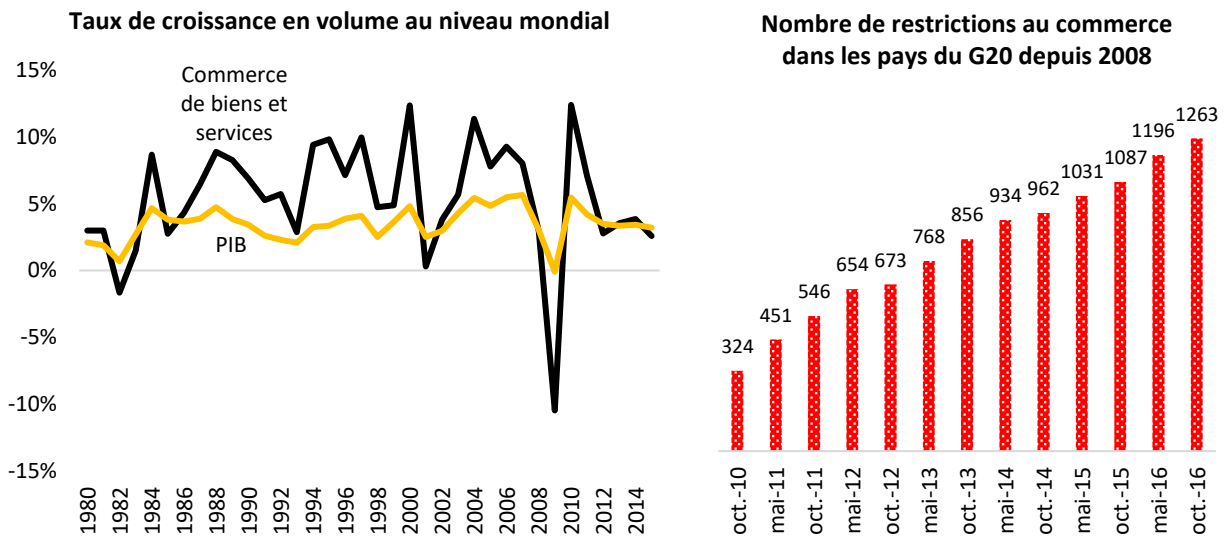
Vers un krach du commerce international ?

Vendredi 16 décembre 2016

Le présent flash revient sur le net ralentissement du commerce international au cours des années récentes et s'interroge sur les perspectives de moyen terme : y-a-t-il un risque de krach des échanges ?

1. Un commerce international nettement moins dynamique depuis 5 ans

Parmi les débats de politique économique les plus animés du moment, la question du **commerce international** semble faire l'unanimité au sein des différentes instances internationales, qu'il s'agisse des organisations spécialisées (OMC), d'autorités politiques (Commission européenne) et d'institutions de recherche économique (FMI, OCDE). Toutes partagent le même **diagnostic** : le commerce international est en **net ralentissement**. Si, après la contraction de 2009 liée à la crise économique, le commerce avait nettement rebondi en 2010, la tendance depuis 2012 est à une croissance nettement plus modérée¹. Là où le **commerce international** progressait, selon l'OMC, **1,5 à 2 fois** plus vite que **l'activité économique** (PIB) entre le milieu des années 80 et 2007, le rapport tend vers 1 et pourrait même être légèrement inférieur en 2016 (i.e. un commerce moins rapide que l'activité économique), soit une première en 15 ans. Selon le FMI², entre 2012 et 2015, la croissance des importations de biens et services aurait ralenti dans **143 pays sur 171** par rapport aux cinq années précédant la Grande récession. En termes de produits, le commerce de services aurait mieux résisté que les échanges de biens. Pour ces derniers, le ralentissement aurait été particulièrement marqué dans les secteurs des biens d'équipement et des biens intermédiaires. L'autre constat partagé est la **montée des barrières** au commerce international, avec, au sein des pays du G20, un quasi quadruplement du stock de mesures jugées « restrictives » par l'OMC (clauses de sauvegarde, procédures anti-dumping et droits compensateurs...).



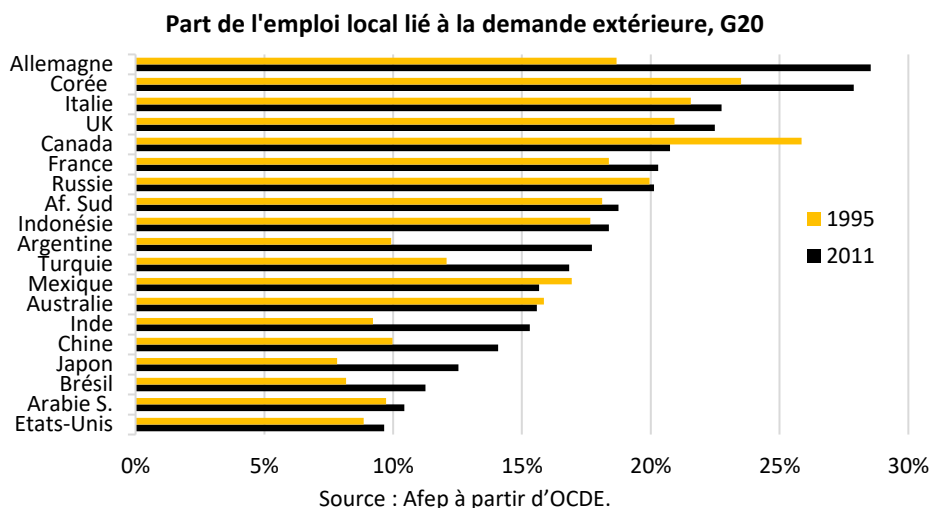
Source : Afep à partir de FMI et de CNUCED-OCDE-OMC.

2. L'impact du commerce international sur l'emploi local

Compte tenu de son développement, le commerce international a des conséquences directes sur les économies nationales. A l'instar du suivi qu'elle réalise sur le « contenu en importations des exportations » (i.e. les importations nécessaires pour satisfaire la demande d'exportations, cf. flash du 12 juin 2015), l'OCDE calcule un indicateur mesurant **la part de l'emploi national liée à la demande extérieure**. D'un point de vue méthodologique, ceci est réalisé au travers d'un tableau international des entrées-sorties qui couvre 60 pays et 34 secteurs. Disponible sur la période 1995-2011, cet indicateur fait apparaître une **progression globale** de la part des emplois liés au commerce extérieur : c'est le cas dans **17 pays du G20**, seuls l'Australie, le Mexique et le Canada faisant exception.

¹ Il existe des analyses encore plus alarmistes, cf. par ex. « *Global Trade Plateaus* », the 19th Global Trade Alert Report, CEPR.

² « *Global trade : what's behind the slowdown ?* » Chapter 2, WEO, October 2016, IMF.



Au cours des quinze dernières années, les progressions les plus importantes auraient été constatées en Allemagne, en Argentine et en Turquie. Une hausse assez sensible aurait également eu lieu en Asie (Japon, Corée, Chine) et au Brésil. D'une façon générale, la part de l'emploi local lié à la demande extérieure serait une **fonction du degré d'ouverture de l'économie et de sa taille** : ainsi, les pays européens et la Corée présentent des ratios relativement élevés du fait, pour les premiers, de leur appartenance à l'Union européenne et, pour la seconde, de sa caractéristique de « petite » économie très ouverte ; *a contrario*, les pays plus autocentrés et/ou moins intégrés au commerce international (Etats-Unis, Chine, Inde) sont en retrait. Il n'en demeure pas moins que, selon le pays considéré, **entre 1 emploi sur 10 et 1 emploi sur 3 serait directement lié à la demande extérieure**, ce qui est significatif.

3. Demande globale, chaînes de valeur, protectionnisme : les causes du ralentissement

Dans une étude récente (cf. note n°1), le FMI a analysé plus en détail les motifs du ralentissement du commerce mondial présenté ci-dessus. Deux causes principales sont avancées : 1) **l'affaiblissement global de la croissance économique** et 2) une combinaison associant **freinage des chaînes de valeur mondiales, érosion de la libéralisation** des échanges (de 30 accords signés/an au cours des années 1990-2000 à 10/an depuis 2011) et **montée du protectionnisme**. Pour le FMI, le premier facteur serait dominant, la **faiblesse de l'activité** (et tout particulièrement de l'investissement) **permettant d'expliquer** empiriquement jusqu'aux **trois quarts** du ralentissement commercial. Plus riche en importation que les autres composantes de la demande intérieure, l'atonie de **l'investissement** aurait pesé sur le volume des échanges. Toutefois, le pouvoir explicatif de la croissance économique pourrait être surestimé dans la mesure où l'étude précise sa limite, celle d'un exercice réalisé en équilibre partiel³. Il reste donc une part non négligeable de l'évolution - au moins un quart - à expliquer par ailleurs : pour le FMI, le freinage des **chaînes de valeur mondiales** contribuerait à l'évolution constatée. De la même façon, la **montée du protectionnisme** aurait joué un rôle, bien que plus modeste. Ceci fait apparaître, en creux, un sérieux risque de limitation accrue du commerce international si cette politique s'amplifiait à l'avenir.

Enjeu économique à forte connotation géopolitique, le commerce international connaît un sérieux ralentissement depuis cinq ans en raison de la relative atonie de l'activité économique. Si, à ce stade, l'influence des facteurs purement commerciaux aurait été limitée, ceci pourrait bien évoluer au cours des années à venir. En effet, plusieurs indices semblent converger : montée du protectionnisme, suites du référendum britannique, nouvelle administration nord-américaine... Ceux-ci ont le mérite de remettre au centre du débat une question fondamentale : pourquoi commerce-t-on avec les autres ? Les arguments habituels (baisse des prix, augmentation de la variété des produits, hausse de la productivité...), dont certains remontent à l'analyse ricardienne du 19^e siècle, sont-ils toujours adaptés à un climat marqué, au « Nord », par une inquiétude croissante sur le sort des perdants du processus ? Pour tenter de compenser ces derniers, est-il efficace de suspendre le commerce international (voire d'y mettre fin) ? Faut-il, au contraire, l'approfondir en créant de nouvelles opportunités au sein des pays (formation, mobilité...) ? Les réponses à ces questions auront une influence déterminante sur l'avenir de l'économie mondiale.

³ La relation PIB/commerce est étudiée dans un sens alors qu'elle est bilatérale (impact du commerce sur l'activité).